

Une poussée à droite aux élections conduirait-elle à un changement de la coalition centrale au Parlement européen ?

Analyse de la coopération entre les groupes politiques PPE et ECR

• Avant-propos

À quelques semaines des élections européennes de juin 2024, beaucoup se posent la question d'une éventuelle reconfiguration des forces politiques au Parlement européen qui résulterait d'une poussée vers la droite, voire vers l'extrême droite.

Qu'en est-il exactement ?

Cette note analyse les votes intervenus lors de la législature qui s'achève, en particulier la nature de la coopération au cours de ces cinq années, entre le PPE (le grand groupe de centre droit) et le groupe ECR (dans lequel siègent notamment les députés de Fratelli d'Italia, le parti de la première Ministre italienne, Giorgia Meloni, et ceux du Pis polonais, qui était au pouvoir en Pologne jusqu'à l'automne dernier). Le groupe ECR (national-conservateur) est à distinguer du groupe d'extrême droite ID (Identité et démocratie), dans lequel siègent notamment le Rassemblement national français et l'Afd allemande, et dont les positions restent très isolées de celles des autres groupes.

Il ressort de notre étude que sur la plupart des dossiers législatifs, la « grande coalition » majoritaire pro-européenne composée des trois groupes PPE, SD (socio-démocrates) et Renew (centristes-libéraux) a, jusqu'à présent, constitué le bloc central. C'est en son sein que se réalisent les compromis et se trouvent les accords menant à un vote majoritaire. Même si le poids respectif des trois groupes,



DROIT & INSTITUTIONS

**POLICY PAPER N°301
AVRIL 2024**

**#Parlementeuropéen
#grandecoalition
#PPE
#ECR**

Christine Verger
Vice-présidente de l'Institut Jacques Delors

Note de Nathalie Brack, Professeure en science politique, Cevipol, Université libre de Bruxelles, et Awenig Marié, docteur en science politique et chercheur FNRS au Cevipol, Université libre de Bruxelles, pour l'Observatoire politique du Parlement européen de l'Institut Jacques Delors

en particulier SD et Renew, devrait diminuer, cette situation devrait perdurer après juin 2024 selon les sondages actuels qui prévoient une poussée à droite contenue.

Toutefois, l'expérience récente montre aussi qu'en cas de rupture de cette grande coalition, le PPE s'associe plus volontiers avec la droite nationale-conservatrice (ECR) qu'avec le groupe libéral. Et aussi que cette géométrie varie selon qu'il s'agit d'économie, d'environnement, ou de migrations, le groupe Renew jouant un rôle clef en l'absence, durant cette législature, d'une possible alliance PPE/ECR capable de constituer une majorité alternative.

Ceci pourrait changer après juin 2024 si un mouvement vers la droite pouvait conduire le PPE, ou au moins certains de ces élus, à délaissier, sur certains thèmes, un partenariat avec Renew pour se tourner vers un groupe ECR lui-même soucieux de préserver son unité en se distinguant de sa propre droite, le groupe ID.

Ce travail de nos deux experts, Nathalie Bracq et Awenig Marié a été supervisé et discuté au sein de l'Observatoire politique du Parlement européen de l'Institut Jacques Delors (Paris), avec la participation de Pervenche Berès, Jean Louis Bourlanges, Monica Frassoni, Fabienne Keller, Pascal Lamy, Alain Lamassoure et Christine Verger.

Pascal Lamy,
Président éméritus, Coordinateur du réseau des think tanks
Jacques Delors (Paris, Bruxelles, Berlin)
et Christine Verger,
Vice-présidente de l'Institut Jacques Delors

• Résumé

Le Parlement européen (PE) a été confronté à une double dynamique sous la 9^{ème} (2019-2024) législature : une fragmentation croissante de l'Assemblée qui a vu les groupes du centre droit et du centre gauche perdre la majorité absolue et la consolidation de groupes eurosceptiques et nationalistes. En prévision des élections de juin 2024, il est beaucoup question d'un rapprochement entre le Parti Populaire Européen (PPE) et le groupe des Conservateurs et Réformistes Européens (ECR). Face à l'affaiblissement prévu par les sondages de la « grande coalition » pro européenne composée du PPE, groupe de centre-droit, des Socialistes et socio-démocrates et de Renew, groupe libéral, néanmoins toujours majoritaire ainsi qu'au succès anticipé des partis de droite populiste et national-conservatrice, un tel rapprochement pourrait-il entraîner une reconfiguration politique au sein du Parlement européen ? Cette note vise à étudier le rapprochement potentiel entre les groupes PPE et ECR et, plus spécifiquement, la nature de leur coopération lorsqu'il s'agit de former des coalitions en séance plénière. Pour ce faire, elle analyse l'ensemble des votes par appel nominal du Parlement européen, pour la 8^{ème} législature (2014-2019) et la 9^{ème} législature (2019-2024). Pour chaque vote, est calculée la position majoritaire au sein des différents groupes politiques (« pour », « contre », ou « abstention »), nous permettant de déterminer si les groupes PPE et ECR ont exprimé des positions similaires ou divergentes.

La note est structurée en trois parties. Premièrement, l'analyse de la coopération entre les groupes PPE et ECR lors des votes en plénière révèle que la politique au PE reste dominée par la grande coalition, composée des groupes PPE, S&D et Renew. Ces résultats viennent ainsi nuancer l'idée d'un rapprochement institutionnel entre les groupes de centre-droit et national-conservateur au Parlement européen.

Dans la deuxième partie, il est démontré toutefois qu'une base existe et se confirme pour une alliance entre les groupes PPE et ECR. En cas de rupture de la grande coalition, le PPE semble désormais s'associer davantage avec la droite national-conservatrice qu'avec le groupe libéral, signe d'une évolution dans la stratégie parlementaire du PPE. Toutefois, la fréquence de ces coalitions associant le PPE et ECR varie en fonction des politiques publiques. Ainsi, si la plupart des votes sur la politique migratoire sont adoptés par la grande coalition, un nombre plus important de votes sur la politique économique européenne sont remportés par ces coalitions de droite. En cas de rupture de la grande coalition, l'issue du vote dépendra principalement du groupe libéral Renew, qui aura le choix entre s'allier avec les groupes de gauche ou avec la droite européenne.

Enfin, dans une troisième partie, est étudiée plus finement la coopération entre les délégations nationales et les groupes PPE et ECR. En effet, bien que les groupes au Parlement européen tendent à rester unis, des divisions peuvent se manifester, avec des partis nationaux plus enclins à travailler ensemble ou à s'opposer à cette convergence entre le PPE et ECR. Il est démontré qu'en séance plénière, si le PPE vote de façon cohésive, il y a davantage de divisions au sein du groupe ECR. Certains partis politiques conservateurs, notamment Vox (Espagne) et les Démocrates de Suède, semblent plus réticents à la coopération avec le PPE. Ces divisions pourraient compliquer la stratégie du PPE pour former des majorités gagnantes à droite.

• Introduction

À quelques mois des élections européennes de 2024, le jeu des alliances est lancé. Beaucoup avancent l'hypothèse d'un rapprochement entre le centre-droit et la droite national-conservatrice au sein du Parlement européen (PE).¹ La question de cette alliance semble se poser pour le Parti populaire européen (PPE), groupe de centre-droit qui sort affaibli d'une législature où il a perdu son statut de « faiseur de roi »² et qui pourrait voir sa position s'affaiblir davantage lors de la prochaine législature. Selon les sondages et projections³, même si ces derniers peuvent encore évoluer, le groupe PPE devrait soit subir une certaine perte de sièges⁴, soit rester relativement stable. À l'inverse, un rapprochement entre les forces de centre-droit et national-conservatrices viendrait renforcer la position du groupe des Conservateurs et Réformistes européens (ECR), l'une des rares formations politiques (avec le groupe d'extrême droite « Identité et Démocratie ») qui devraient voir son nombre de sièges augmenter significativement après les élections européennes de 2024.

Les discussions concernant un éventuel rapprochement entre les groupes PPE et ECR témoignent d'une reconfiguration politique potentielle au Parlement européen. Des tendances s'observent au niveau national, avec le succès de partis de droite tels que Vox en Espagne, Fratelli d'Italia en Italie et les Démocrates de Suède.⁵

1 Virginie Malingre, "A un an des élections européennes, le flirt de la droite avec l'extrême droite menace les équilibres au Parlement de Strasbourg", *Le Monde*, juin 2023, https://www.lemonde.fr/international/article/2023/06/15/a-un-an-des-elections-europeennes-le-flirt-de-la-droite-avec-l-extreme-droite-menace-les-equilibres-au-parlement-de-strasbourg_6177743_3210.html

2 Luca Bertuzzi, "Has Europe's largest political party gone rogue?", *Euractiv*, juin 2023, <https://www.euractiv.com/section/elections/news/has-europes-largest-political-party-gone-rogue/>

3 Mingo Garsha, "EU Parliamentary Projection: Meloni's ECR Close to Becoming 3rd", *Europe Elects*, Septembre 2023, <https://europeelects.eu/2023/09/30/septembre-2023/>

4 Nicolas Camut, "Right wing set for big gains in 2024 EU election, polling shows", *Politico*, Août 2023, <https://www.politico.eu/article/european-election-2024-polls-right-wing-big-gains/>

5 François Hublet, Mattéo Lanoë, Johann Schleyer, "Le dilemme de la droite européenne : nouvelle Grande coalition ou majorité national-conservatrice ?", *Groupe d'études géopolitiques*, juin 2023, <https://geopolitique.eu/2023/06/19/le-dilemme-de-la-droite-europeenne-nouvelle-grande-coalition-ou-majorite-national-conservatrice/>

En parallèle, les partis politiques conservateurs bien établis, comme le parti Droit et Justice (PiS) en Pologne, continuent de mobiliser une part substantielle de l'électorat. En revanche, de nombreux partis libéraux membres du groupe libéral Renew ont vu leur soutien électoral diminuer au cours des derniers mois, à l'instar de Ciudadanos en Espagne, du Parti libéral-démocrate (FDP) en Allemagne, ou encore de Renaissance en France.

Des dynamiques de rapprochement entre le centre-droit et la droite national-conservatrice existent au niveau national⁶. En Italie, la coalition de droite dirigée par Giorgia Meloni et composée de partis conservateurs (Fratelli d'Italia) et de centre-droit (Forza Italia) a remporté les élections en 2022 et gouverne actuellement le pays. Un rapprochement entre les forces de centre-droit et national-conservatrices existent également, de manière formelle ou informelle, au sein des gouvernements de pays comme la Suède, la Finlande et la République Tchèque. Au niveau local, le parti conservateur Vox est désormais présent au sein du gouvernement de plusieurs régions espagnoles.

Par ailleurs, si le groupe ECR est souvent qualifié d'anti-fédéraliste, sa position sur l'intégration européenne, mettant certes l'accent sur la souveraineté nationale, est moins radicale que celle du groupe de droite extrême ID, le rendant ainsi plus fréquentable pour le PPE. De plus, la position atlantiste d'un point de vue géopolitique et libérale d'un point de vue économique⁷ du groupe ECR semblent pouvoir résonner avec les positions du PPE.

Au Parlement européen, l'idée d'une alliance à droite entre les groupes PPE et ECR fait donc son chemin et a pu influencer les stratégies des acteurs parlementaires au cours de la législature actuelle. Sur plusieurs enjeux clés, le PPE s'est récemment tourné vers la droite conservatrice⁸, ne réussissant pas pour autant à constituer une majorité alternative à la grande coalition sauf sur certains sujets spécifiques. Ainsi, en matière de politique environnementale, le PPE s'est allié aux Conservateurs et à la droite radicale pour s'opposer à plusieurs éléments du Green deal défendu par la Présidente de la Commission européenne, issue de leur famille politique, mais également par le groupe socialiste S&D et le groupe libéral Renew.⁹ Plusieurs discussions ont également eu lieu entre Manfred Weber, le leader du groupe PPE, et la première ministre italienne Giorgia Meloni, dont le parti politique est membre du groupe conservateur ECR. Leur objectif : évoquer la formation d'une alliance de droite après les élections européennes de 2024, qui remplacerait la traditionnelle grande coalition entre les groupes PPE, S&D et Renew.

Néanmoins, cette grande coalition, activée lors de votes cruciaux tels que l'élection de la Commission européenne, structure les pratiques parlementaires quotidiennes, comme en témoigne la coopération systématique entre les trois groupes pour l'adoption de la plupart des textes législatifs. Ces discussions entre Manfred Weber et Giorgia Meloni n'ont d'ailleurs pas manqué de susciter de nombreuses critiques de la part des partenaires du PPE, le groupe S&D appelant par exemple le PPE à

6 Suzanne Lynch, "Europe swings right – and reshapes the EU", *Politico*, juin 2023, <https://www.politico.eu/article/far-right-giorgia-meloni-europe-swings-right-and-reshapes-the-eu/>

7 Martin Stevens & Aleks Szczerbiak. (2022). "Conservatism and 'Eurorealism' in the European Parliament: the European Conservatives and Reformists under the leadership of Poland's Law and Justice". *European Politics and Society*, 24(5).

8 Martin Steven & Aleks Szczerbiak (2022) Conservatism and 'Eurorealism' in the European Parliament: the European Conservatives and Reformists under the leadership of Poland's Law and Justice, *European Politics and Society*.

9 Vincent Collen, "La droite européenne part à l'offensive contre le Pacte vert", *Les Echos*, mai 2023, <https://www.lesechos.fr/monde/europe/la-droite-europeenne-part-a-loffensive-contre-le-pacte-vert-1941247>

« cesser de normaliser l'extrême droite ». ¹⁰ Le groupe socialiste a également estimé que la coopération avec le PPE n'était plus possible tant que le groupe courtise les voix populistes et conservatrices à sa droite ¹¹. Les positions sont identiques du côté du groupe Renew.

Il convient enfin de noter que se limiter à l'étude des votes en séance plénière restreint la portée de l'analyse. En effet, ces votes ne couvrent qu'une étape du processus décisionnel au Parlement européen. Ils ne prennent pas en compte les dynamiques de coopération qui ont lieu lors des commissions parlementaires ou des réunions plus informelles, telles que les réunions de rapporteurs. De plus, on ne peut pas examiner les phénomènes de contagion du groupe conservateur sur le groupe PPE via la mise à l'agenda, le framing, ou la polarisation des débats. ¹² Enfin, il est également essentiel de rappeler que tous les votes en séance plénière ne sont pas des votes par appel nominal, certains étant effectués à main levée ¹³.

I • Le PPE davantage tourné vers la grande coalition que vers les Conservateurs

Si d'un point de vue politique, l'idée d'un rapprochement entre le centre-droit et la droite national-conservatrice semble faire son chemin, une telle dynamique n'est pas si évidente au Parlement européen. Pendant la 9^{ème} législature, les votes des groupes PPE et ECR en séance plénière ont convergé dans 63% des cas, un chiffre qui semble limité. En effet, s'il est indéniable que les deux groupes votent fréquemment ensemble, ils ont toutefois eu des positions divergentes dans plus d'un cas sur trois.

Il est aussi important de noter que cette convergence ne sous-entend pas que les groupes PPE et ECR sont des partenaires essentiels l'un pour l'autre. Pour mieux évaluer la portée de cette coopération, nous la comparons avec la proximité que les groupes PPE et ECR entretiennent avec les autres groupes politiques du Parlement européen (voir figure 1). Les résultats divergent pour les deux groupes. D'un côté, le PPE peut être considéré comme un allié de poids pour les Conservateurs. En effet, le PPE est, avec le groupe de droite radicale Identité et démocratie (ID), la force politique avec laquelle les députés conservateurs votent le plus fréquemment. Le groupe ECR peut ainsi considérer le PPE comme l'un de leurs principaux partenaires pour former des alliances en séance plénière. D'un autre côté, le groupe ECR est loin d'être le partenaire privilégié du PPE. Nos données montrent que le PPE s'allie davantage avec les groupes Renew (82%) et S&D (74%) qu'avec le groupe ECR

¹⁰ S&D communiqué de presse, "Le PPE et Renew doivent cesser de normaliser l'extrême droite en Europe", octobre 2022, <https://www.socialistsanddemocrats.eu/fr/newsroom/le-ppe-et-renew-doivent-cesser-de-normaliser-lextreme-droite-en-europe>

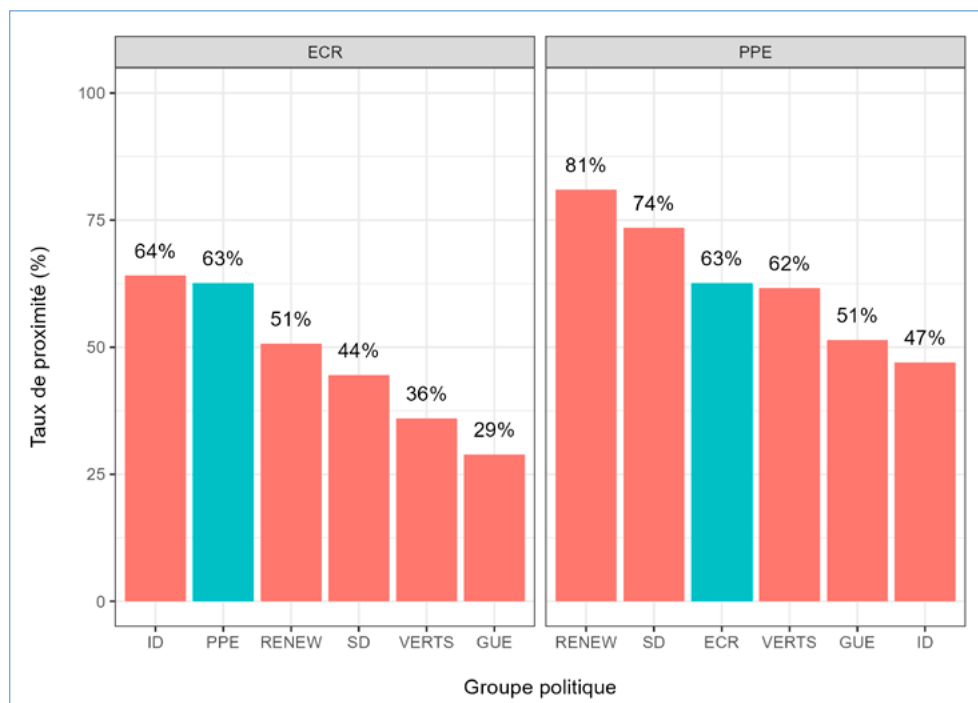
¹¹ Aleksandra Krzysztozek, Sarantis Michalopoulos et Sonia Otfinowska, "Parlement européen : la coopération avec le PPE n'est plus possible, selon la présidente des Socialistes et Démocrates", *Euractiv*, mai 2023, <https://www.euractiv.fr/section/elections/news/parlement-europeen-la-cooperation-avec-le-ppe-nest-plus-possible-selon-la-presidente-des-socialistes-et-democrates/>

¹² Nous renvoyons à cet égard aux études récentes : Bélanger, M., & Wunsch, N. (2022). "From Cohesion to Contagion? Populist Radical Right Contestation of EU Enlargement". *JCMS: Journal of Common Market Studies*, 60(3), 653–672; Kantola, J., & Lombardo, E. (2021). "Challenges to Democratic Practices and Discourses in the European Parliament: Feminist Perspectives on the Politics of Political Groups". *Social Politics: International Studies in Gender, State & Society*, 28(3), 579–602; Kantola, J., & Miller, C. (2021). "Party Politics and Radical Right Populism in the European Parliament: Analysing Political Groups as Democratic Actors". *JCMS: Journal of Common Market Studies*, 59(4), 782–801.

¹³ Etant donné que certains groupes demandent des votes par appel nominal sur des textes stratégiques, l'échantillon de votes dont nous disposons peut s'avérer biaisé. Cependant, parce qu'une part plus importante de votes sont désormais par appel nominal, ces derniers sont devenus plus représentatifs de l'ensemble des votes en séance plénière.

(63%). En d'autres termes, les Libéraux et Socialistes sont les principaux alliés du PPE, soulignant ainsi l'importance de la grande coalition au Parlement européen.¹⁴

FIGURE 1.



Nos données confirment que la formation de coalitions au Parlement européen est motivée par des considérations idéologiques et structurée par deux principaux clivages : le clivage gauche/droite d'une part, et le clivage pro-/anti-UE d'autre part.¹⁵ D'un côté, le clivage gauche/droite favorise la coopération entre les groupes PPE et ECR, qui partagent des affinités idéologiques. Cela explique pourquoi le groupe conservateur vote fréquemment aux côtés des deux groupes les plus proches sur le plan idéologique, à savoir le PPE et ID. D'un autre côté, le clivage pro-/anti-UE limite la convergence entre les groupes PPE et ECR. En effet, nos données montrent que le PPE, qui adopte des positions pro-européennes, vote plus souvent aux côtés des groupes Renew et S&D, groupes également favorables à l'intégration européenne, qu'aux côtés du groupe conservateur, qui défend une position plus anti-fédéraliste et eurosceptique. Il convient de noter que cette analyse n'étudie pas spécifiquement la division au sein des groupes et, par conséquent, n'aborde pas la présence d'un clivage national. Cependant, plusieurs études indiquent que, bien que le clivage national puisse apparaître sur certains textes, il est généralement moins prononcé que les deux autres clivages mentionnés ici.¹⁶

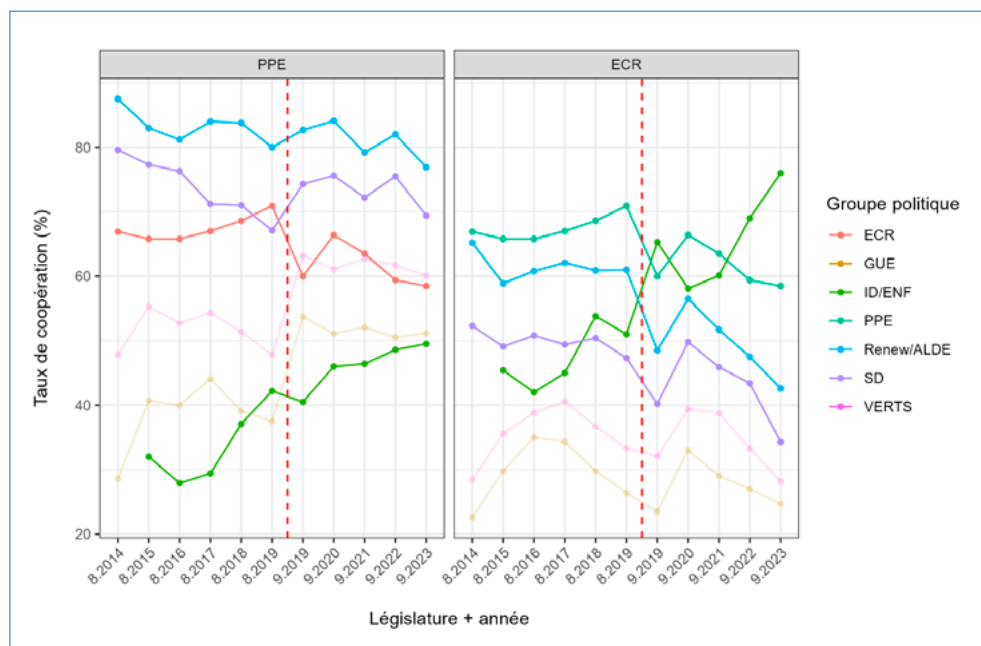
¹⁴ Costa, O., & Marié, A. (2023). "Is There an Alternative to Consensus? The Impact of the 2014 Coalition Deal on Voting Behaviour in the Eighth European Parliament (2014-2019)". *International Journal of Parliamentary Studies*, 3(1), 36-62.

¹⁵ Otjes, S., & Van Der Veer, H. (2016). The Eurozone crisis and the European Parliament's changing lines of conflict. *European Union Politics*, 17(2), 242-261; Hix, S., Noury, A., & Roland, G. (2006). Dimensions of politics in the European Parliament. *American Journal of Political Science*, 50(2), 494-520.

¹⁶ Simon Hix, Abdul G. Noury, Gérard Roland (2007). *Democratic Politics in the European Parliament*, Cambridge : Cambridge University Press.

Comment la proximité entre les groupes PPE et ECR a-t-elle évolué ? Bien que les deux groupes disent vouloir se rapprocher, notamment en prévision des élections européennes de 2024, une telle dynamique de convergence ne semble pas se refléter dans les votes en séance plénière. A moyen terme, la coopération entre les deux groupes a même légèrement diminué entre la 8^{ème} et la 9^{ème} législature, passant de 67% à 63%. Le graphique ci-dessous (figure 2) présente l'évolution du taux de proximité entre les groupes PPE et ECR et les autres groupes politiques du Parlement européen.

FIGURE 2.



Concernant le PPE, les données confirment une diminution progressive de sa proximité avec le groupe conservateur, en particulier depuis le début de la 9^{ème} législature en 2019. Ainsi, malgré l'idée d'une convergence entre les deux forces politiques, leur coopération au Parlement européen n'était que de 58.5% en 2023, marquant un niveau historiquement bas depuis 2014. Le graphique illustre également l'importance de la grande coalition. En effet, le fort taux de coopération entre le PPE et les groupes S&D et ALDE/Renew est resté stable tout au long de la 9^{ème} législature. La prédominance du bloc pro-UE se reflète également dans l'augmentation progressive de la coopération entre le PPE et le groupe des Verts. Le groupe écologiste est devenu un partenaire secondaire du PPE au sein de la grande coalition, et cette coopération est même devenue plus fréquente que celle entre le PPE et ECR à partir de 2021.

Concernant le groupe ECR, nos données révèlent une stratégie de conflictualisation de plus en plus marquée au cours de la 9^{ème} législature. En effet, si la proximité entre les députés conservateurs et de centre-droit a connu une baisse notable depuis 2020, le groupe ECR a renforcé ses liens avec la droite radicale (ID). Il est à noter que le groupe ID est le seul groupe avec lequel l'ECR s'est progressivement rapproché pendant la 9^{ème} législature.

Ainsi, l'analyse des votes en séance plénière entre 2014 et 2023¹⁷ atteste d'une reconfiguration au sein du Parlement européen, qui ne reflète ni la droitisation de la politique européenne ni la normalisation de la droite radicale. D'une part, le groupe PPE s'est progressivement éloigné des députés conservateurs, soulignant et renforçant sa participation dans la grande coalition. D'autre part, le groupe conservateur, tout en votant parfois aux côtés du PPE et des autres groupes pro-européens, s'est progressivement rapproché de la droite radicale pendant la 9^{ème} législature.

Cette reconfiguration peut s'expliquer par deux facteurs principaux. En premier lieu, le renforcement de la grande coalition au cours de la 9^{ème} législature résulte de la fragmentation croissante du Parlement européen. Pour faire adopter des textes sans devoir compter sur le soutien des forces radicales et eurosceptiques, les groupes traditionnels (PPE, S&D et Renew) ont intensifié leur coopération.¹⁸ En second lieu, la diminution de la coopération entre le PPE et ECR résulte également de changements internes à ces deux groupes. Du côté du PPE, le retrait du Fidesz de Viktor Orban a pu renforcer l'ancrage du PPE dans le pôle pro-européen, le distançant des forces eurosceptiques. Du côté du groupe ECR, le Brexit et le départ des Conservateurs britanniques, qui avaient des positions moins radicales, ont pu pousser le groupe conservateur vers la droite, l'éloignant davantage du PPE et du centre pro-européen.

II • Rupture de la grande coalition et droitisation du PPE

Au Parlement européen, une large majorité des votes (72% au cours la 9^{ème} législature) est adoptée grâce à la grande coalition, constituée des groupes PPE, S&D, et Renew. Cette coalition, qui domine le processus de décision européen depuis plusieurs décennies, s'est renforcée en 2014 pour faire face à la montée des forces eurosceptiques.¹⁹ Cette coopération permet ainsi aux groupes pro-européens de verrouiller le processus décisionnel et ainsi de limiter l'influence potentielle des forces radicales et eurosceptiques. La grande coalition est presque systématiquement employée pour adopter les rapports législatifs (95% pendant la 9^{ème} législature), mais elle est également formée pour obtenir des majorités sur des votes moins importants, tels que ceux sur les rapports non-législatifs et les amendements.

Malgré l'importance de la grande coalition, une partie des votes en séance plénière est adoptée par des coalitions alternatives, qu'elles soient de droite ou de gauche. Si le PPE veut remporter un vote sans l'aide de la grande coalition, le soutien des députés conservateurs est essentiel du point de vue arithmétique. Nos données confirment l'importance de la coopération PPE-ECR lorsque le groupe de centre-droit tente de former une coalition alternative à droite. En effet, en cas de rupture de la grande coalition, le PPE reçoit le soutien du groupe ECR dans 78% des cas, du groupe ID dans 73% des cas, et du groupe libéral Renew dans seulement 38% des cas. Ainsi, au cours de la 9^{ème} législature, quand la grande coalition n'est pas activée, le PPE est davantage enclin à coopérer avec les groupes de droite conservatrice

¹⁷ L'analyse présentée ici porte sur la coopération sur l'ensemble des votes en séance plénière. Cependant, des différences peuvent émerger en fonction des procédures et des types de vote. En effet, les dynamiques de coalition présentent des variations, avec un niveau de consensus significativement plus élevé lors des votes sur des textes législatifs et lors des votes finaux. Toutefois, en examinant distinctement les différentes procédures et types de vote, nos données confirment la chute de la coopération entre les groupes PPE et ECR depuis le début de la 9^{ème} législature.

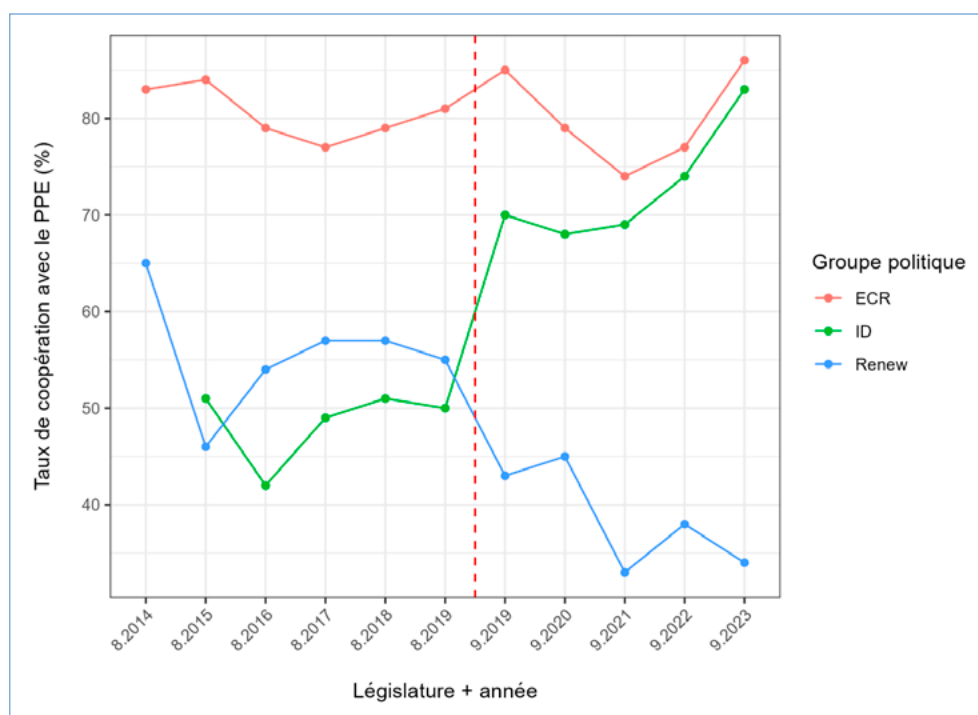
¹⁸ Novak, S., Rozenberg, O., and Bendjaballah, S. (2021). "Enduring consensus: why the EU legislative process stays the same". *Journal of European Integration* 43(4), pp. 475-483.

¹⁹ Costa, O., & Marié, A. (2023). "Is There an Alternative to Consensus? The Impact of the 2014 Coalition Deal on Voting Behaviour in the Eighth European Parliament (2014-2019)". *International Journal of Parliamentary Studies*, 3(1), 36-62.

et radicale (ECR et ID), plutôt que de former une coalition de centre-droit avec le groupe libéral Renew.

Cette tendance s'est renforcée entre la 8^{ème} et la 9^{ème} législature. Le graphique ci-dessous (figure 3) illustre l'évolution de la coopération entre le PPE et les groupes ECR, ID, et Renew²⁰ en cas de rupture de la grande coalition. Nos données indiquent que, si la coopération PPE-ECR est restée stable entre les deux législatures, le groupe PPE s'est de plus en plus appuyé sur le soutien de la droite radicale (de 48% pendant la 8^{ème} législature à 73% pendant la 9^{ème} législature). Dans le même temps, le PPE s'est progressivement éloigné du groupe libéral, dont le soutien est passé de 54% à 38%. Ainsi, en l'absence de la grande coalition, le PPE s'est progressivement déplacé vers la droite de l'échiquier politique européen, tandis que le groupe Renew semble s'être rapproché des Socialistes. Une telle configuration a renforcé la proximité entre les groupes PPE et ECR, et a renforcé la position du groupe conservateur, qui joue désormais un rôle de médiateur entre le PPE et ID en cas de rupture de la grande coalition

FIGURE 3.



Cependant, bien que le groupe PPE semble s'orienter davantage vers la droite national-conservatrice et radicale, cela ne garantit pas nécessairement le succès des coalitions qu'il tente de former en séance plénière. En réalité, nos données montrent qu'entre la 8^{ème} et la 9^{ème} législature, les coalitions alternatives de droite dirigées par le PPE ont eu moins de succès que les coalitions de gauche formées par les Socialistes. En effet, bien que la grande coalition continue de dominer le processus décisionnel (72% des votes pendant la 8^{ème} et la 9^{ème} législature), les coalitions de droite ont connu une légère diminution, passant de 12% à 11%, tandis que la fréquence des coalitions de gauche est passée de 14% à 15%.

²⁰ Pour les groupes ID et Renew, les données pour la 8^{ème} législature sont celles respectivement des groupes ENF et ALDE.

Ces dynamiques de coalition et de rapprochement entre le PPE et la droite national-conservatrice dépendent-elles des domaines de politiques publiques ? Pour illustrer ces variations, nous analysons trois domaines particulièrement saillants dans le débat public européen : la politique économique, migratoire et environnementale.²¹ Pour garantir un nombre de votes suffisant à analyser, et examiner des votes avec une importance législative, nous nous concentrons sur les votes concernant les amendements aux rapports législatifs.

I POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Premièrement, la majorité des votes sur la **politique économique** est adoptée grâce à la grande coalition. Au cours de la 9^{ème} législature, 58% des amendements législatifs en séance plénière ont été adoptés grâce à une coalition entre les groupes PPE, S&D et Renew. En cas de rupture de cette grande coalition, la plupart des amendements législatifs ont été adoptés grâce à une coalition de droite dirigée par le PPE (38%) plutôt que par une coalition de gauche (5%). De plus, ces coalitions de droite se sont révélées beaucoup plus fréquentes pendant la 9^{ème} législature que lors de la législature précédente (+ 10 points). Ainsi, en ce qui concerne la politique économique, on observe à la fois la persistance de la grande coalition et le renforcement du groupe PPE lors des votes les plus clivants.

En cas de rupture de la grande coalition en matière de politique économique, le PPE s'allie avant tout avec le groupe ECR (dans 100% des cas) et avec le groupe Renew (93%). Les députés de droite radicale apportent leur soutien à cette coalition de droite dans 39% des cas. Ainsi, en matière de politique économique, la rupture de la grande coalition est extrêmement favorable au PPE, qui parvient à constituer des majorités gagnantes de droite grâce au soutien des groupes Renew et ECR. Dans ce contexte, il convient de noter que le groupe ECR semble être un soutien essentiel pour que le PPE puisse former des majorités gagnantes à droite. En effet, en cas de désaccord entre le centre-droit et la droite national-conservatrice, le PPE ne serait pas en mesure de rassembler une majorité suffisante de voix pour l'adoption ou le rejet d'amendements législatifs.

Pendant la 9^{ème} législature, le PPE a réussi à faire adopter, en séance plénière, le rapport modifiant la directive sur les marchés d'instruments financiers qui visait à soutenir la reprise économique post-Covid-19.²² Ce texte a été adopté par une coalition de droite sans le soutien du groupe socialiste. L'objectif du rapport était de simplifier les formalités administratives afin d'atténuer les difficultés économiques liées à la pandémie. Le groupe S&D s'est opposé au texte qui, selon lui, utilisait le prétexte de la pandémie pour déréguler davantage le secteur financier.²³

21 Pour les votes sur la politique économique, nous analysons les rapports rédigés au sein de la Commission des affaires économiques et monétaires (ECON). Pour les votes sur la politique migratoire, nous prenons en compte tous les votes catégorisés par les services du Parlement européen comme liés à la « Libre circulation et intégration des ressortissants des pays tiers » (sujet 7.10). Enfin, pour les votes sur la politique environnementale, nous prenons en compte les votes catégorisés par les services du Parlement européen comme liés à la « Politique environnementale » (sujets 3.70).

22 [https://oeil.secure.europarl.europa.eu/oeil/popups/ficheprocedure.do?reference=2020/0152\(CO-D\)&l=en](https://oeil.secure.europarl.europa.eu/oeil/popups/ficheprocedure.do?reference=2020/0152(CO-D)&l=en)

23 https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/CRE-9-2020-11-23-ITM-017_EN.html & <https://www.socialistsanddemocrats.eu/newsroom/markets-financial-instruments-directive-we-dont-want-quick-fix-tries-exploit-covid-19>

I POLITIQUE MIGRATOIRE

Deuxièmement, en ce qui concerne la **politique migratoire**, la grande coalition domine largement pour l'adoption des amendements législatifs, avec une fréquence de 88%, comparée à 58% pour la politique économique. L'importance de la grande coalition composée des groupes PPE, S&D et Renew en matière de migration se manifeste également pour l'adoption d'amendements non-législatifs (88%) et a augmenté entre la 8^{ème} et la 9^{ème} législature (+ 4 points).

L'importance de la grande coalition en matière de politique migratoire s'explique par deux facteurs. Premièrement, des divergences semblent exister au sein du bloc de droite. En effet, alors que les groupes PPE, ECR et Renew ont des positions économiques convergentes, leurs positions semblent plus éloignées en matière de migration. La constitution d'une coalition de droite regroupant à la fois Renew et ECR, deux groupes idéologiquement éloignés sur ces questions, se révèle donc complexe, incitant le PPE à chercher une alliance avec les Socialistes pour préserver son influence. Deuxièmement, la plupart des textes sur la politique migratoire européenne ont été traités comme un « package » commun,²⁴ faisant l'objet d'un accord de compromis entre le PPE, S&D et Renew. Ce package était dans l'intérêt de tous les groupes : pour le S&D et Renew, il a permis d'empêcher l'émergence d'une coalition de droite sur ces questions sensibles et, pour le PPE, il a permis de maintenir son influence sur le processus décisionnel.

I POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE

Enfin, en matière de **politique environnementale**, la grande coalition est majoritairement utilisée pour l'adoption d'amendements législatifs (63%), une tendance en hausse par rapport à la 8^{ème} législature (54%). En cas de rupture de cette coalition, c'est l'alliance de gauche dirigée par les Socialistes qui parvient le plus fréquemment à adopter ou rejeter des amendements (20% vs. 16% pour l'alliance de droite).

Le groupe PPE remporte moins souvent de votes en matière de politique environnementale car, contrairement à la politique économique, il ne reçoit pas systématiquement le soutien du groupe Renew. En effet, en cas de rupture de la grande coalition, le PPE reçoit le soutien des Conservateurs dans 90% des cas, du groupe ID dans 92% des cas, et du groupe Renew dans seulement 25% des cas. Autrement dit, en cas de désaccord au sein de la grande coalition, le groupe socialiste parvient plus fréquemment à former une majorité alternative car il parvient à former une alliance avec les Libéraux.

Plusieurs exemples pendant la 9^{ème} législature illustrent ces dynamiques. Premièrement, le rapport visant à réduire les émissions de CO2 pour les nouvelles voitures²⁵ a été adopté, en février 2023, par une coalition S&D-Renew-Verts-GUE. Ensuite, le rapport sur le devoir de diligence des entreprises en matière de durabilité,²⁶ adopté en juin 2023, a également fait l'objet d'un accord au centre-gauche et sans le PPE. Enfin, le rapport sur la restauration de la nature²⁷ a également été voté grâce à une coalition S&D-Renew et malgré l'opposition du groupe PPE.

²⁴ “Migration and Asylum: Roadmap on way forward agreed between European Parliament and rotating Presidencies”, European Parliament, September 2022, <https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/202209051PR39714/migration-and-asylum-roadmap-on-way-forward-agreed>

²⁵ [https://oeil.secure.europarl.europa.eu/oeil/popups/ficheprocedure.do?reference=2021/0197\(COD\)&l=en](https://oeil.secure.europarl.europa.eu/oeil/popups/ficheprocedure.do?reference=2021/0197(COD)&l=en)

²⁶ [https://oeil.secure.europarl.europa.eu/oeil/popups/ficheprocedure.do?lang=en&reference=2022/0051\(COD\)](https://oeil.secure.europarl.europa.eu/oeil/popups/ficheprocedure.do?lang=en&reference=2022/0051(COD))

²⁷ [https://oeil.secure.europarl.europa.eu/oeil/popups/ficheprocedure.do?reference=2022%2F0195\(COD\)&l=fr](https://oeil.secure.europarl.europa.eu/oeil/popups/ficheprocedure.do?reference=2022%2F0195(COD)&l=fr)

Bien que le PPE semble davantage perdant en matière de politique environnementale, il a néanmoins remporté certaines victoires, notamment sur le rapport sur l'usage des pesticides.²⁸ En effet, le PPE a réussi à diminuer la portée du rapport en faisant adopter plusieurs amendements avec l'aide du groupe conservateur et malgré l'opposition des députés socialistes et écologistes.²⁹ En séance plénière, en novembre 2023, 51% des amendements ont été adoptés par une coalition de droite dirigée par le PPE avec le soutien des Conservateurs et de la droite radicale, contre seulement 33% par une coalition de gauche et 16% par la grande coalition. Alors qu'une alliance allant du groupe Renew à la gauche radicale parvenait jusqu'à présent à verrouiller le processus décisionnel en matière de politique environnementale, les dynamiques sur ce rapport prouvent qu'une alliance PPE-ECR peut également s'avérer influente sur ces questions.

Pour la plupart des amendements sur ce rapport, le groupe PPE est parvenu à former des majorités à droite sans le soutien du groupe libéral Renew. En effet, alors que le PPE a pu compter sur le soutien des Conservateurs dans 100% des cas pour constituer une coalition de droite, le groupe libéral n'a apporté son soutien que dans 16% des cas. Dès lors, comment expliquer le fait que de nombreux amendements ont été remportés par le PPE sans l'appui du groupe libéral, traditionnellement considéré comme groupe pivot ? C'est la division interne à de nombreux groupes, notamment au sein de Renew, qui a favorisé le PPE. Ainsi, si la majorité des députés Renew ont continué de voter avec les Socialistes en cas de majorité de droite (en moyenne 69% des députés), un nombre significatif de parlementaires (en moyenne 31%), notamment les libéraux allemands et tchèques, ont préféré s'aligner sur les positions du groupe PPE. De plus, le PPE a également bénéficié du soutien de certains députés socialistes qui n'ont pas hésité à faire défection à leur groupe. En moyenne, en cas de victoire d'une coalition de droite, 19% des parlementaires S&D se sont alignés sur les positions du PPE, en particulier les députés socialistes roumains.

Ces divisions ont permis au groupe PPE de former des coalitions de droite avec les Conservateurs et la droite radicale, sans dépendre du soutien officiel du groupe libéral. Cet exemple montre que le groupe PPE, en cherchant le rapprochement avec les Conservateurs sur ces questions, peut bénéficier de la division croissante au sein des groupes S&D et Renew en matière environnementale, des divisions qui peuvent s'accroître à l'approche d'échéances électorales.

III • Analyse des partis nationaux : Vox et les Démocrates de Suède freinent la coopération PPE-ECR

Dans cette dernière section, nous étudions la coopération entre les groupes PPE et ECR au niveau des partis nationaux au Parlement européen. En d'autres termes, nous cherchons à identifier les partis politiques membres des groupes PPE et ECR qui sont les plus enclins à coopérer avec l'autre groupe politique, ainsi que ceux qui semblent freiner cette coopération. Notre étude se limite aux partis nationaux ayant un minimum de députés,³⁰ et se concentre exclusivement sur la 9^{ème} législature. Le tableau ci-dessous présente les niveaux de proximité entre chaque parti politique national et le groupe opposé. Ces niveaux de proximité sont calculés à partir de l'ensemble des votes publics en séance plénière.

28 [https://oeil.secure.europarl.europa.eu/oeil/popups/ficheprocedure.do?reference=2022%2F0196\(COD\)&l=fr](https://oeil.secure.europarl.europa.eu/oeil/popups/ficheprocedure.do?reference=2022%2F0196(COD)&l=fr)

29 https://www.lemonde.fr/international/article/2023/11/22/le-parlement-europeen-rejette-un-texte-cle-du-pacte-vert-sur-l-usage-des-pesticides_6201782_3210.html

30 Nous avons gardé uniquement les partis politiques avec plus de 3 membres pour ECR et 4 membres pour le PPE.

Partis politiques PPE		Partis politiques ECR	
Parti politique	Proximité avec le groupe ECR (%)	Parti politiques	Proximité avec le groupe PPE (%)
GERB (Bulgarie)	63	ODS (Tchéquie)	65
HDZ (Croatie)	63	NVA (Belgique)	64
FI (Italie)	63	PiS (Pologne)	61
PO (Pologne)	63	FDL (Italie)	60
PNL (Roumanie)	63	VOX (Espagne)	57
PP (Espagne)	63	SD (Suède)	48
CDU (Allemagne)	62		
CSU (Allemagne)	62		
PSD (Portugal)	62		
M (Suède)	62		
LR (France)	61		
ND (Grèce)	61		
CDA (Pays-Bas)	61		
FG (Irlande)	56		

En ce qui concerne les partis politiques membres du PPE, il existe peu de variations en termes de convergence avec les Conservateurs, la plupart des partis ayant un taux de proximité proche de 62%. En d'autres termes, le groupe PPE affiche une forte cohésion lors des votes en séance plénière, et l'ensemble de ses partis membres présentent des taux de proximité similaires avec le groupe ECR. L'exception semble être le parti irlandais Fine Gael, qui vote moins fréquemment aux côtés des députés conservateurs que les autres partis du PPE.

Concernant les partis politiques membres du groupe ECR, les dynamiques sont différentes. Les partis politiques conservateurs n'ont pas tous le même degré de proximité avec le PPE. Il semble donc y avoir davantage de divisions internes au sein du groupe ECR. D'une part, les partis ODS (Tchéquie) et N-VA (Belgique) votent plus fréquemment aux côtés du PPE que la moyenne. D'autre part, les députés suédois des Démocrates de Suède (SD) et, dans une moindre mesure, les députés espagnols de Vox s'opposent plus fréquemment aux rapprochements avec le PPE. Entre ces deux pôles se trouvent deux des principaux partis conservateurs, à savoir le parti polonais Droit et Justice (PiS) et le parti italien Fratelli d'Italia.

Ces données révèlent deux aspects importants. D'une part, l'idéologie joue un rôle crucial dans les stratégies de vote des partis politiques nationaux. Par exemple, au PPE, les positions plus centristes de Fine Gael sur certaines politiques publiques et sur l'intégration européenne peuvent expliquer leur réticence à coopérer avec le groupe conservateur.³¹ A l'inverse, la réticence des partis conservateurs Vox et SD à coopérer avec le PPE semble motivée par leurs positions plus radicales. D'autre part, la position médiane des partis politiques qui dominent le groupe ECR, tels que le PiS et Fratelli d'Italia, pourrait également aider le PPE lors de la prochaine législature à se rapprocher des Conservateurs sur certains textes. De plus, bien que le parti Démocrate de Suède (SD) semble plus réticent à la coopération avec le centre-

31 Cormac McQuinn, "Fine Gael MEP criticises EU parliamentary group for leaving talks on nature restoration law", *Irish Times*, juin 2023, <https://www.irishtimes.com/politics/2023/06/04/fine-gael-meeps-want-their-epp-group-to-return-to-talks-on-nature-restoration-law/>; Reidy, Theresa (2009) Blissful Union? Fine Gael and the European Union, *Irish Political Studies*, 24:4, 511-525.

droit, le récent soutien que ce parti apporte depuis 2022 au gouvernement d'Ulf Kristersson pourrait tempérer certaines positions au Parlement européen dans la future législature, facilitant ainsi un rapprochement du groupe ECR avec le PPE.

En revanche, nos données mettent également en évidence la différence de cohésion entre les groupes PPE et ECR,³² suscitant des interrogations quant à la possibilité pour ces deux groupes de former une coopération stable. Le groupe PPE, tout comme les groupes S&D et Renew, se caractérise par une forte unité et une stratégie commune aux différentes délégations nationales, facilitant ainsi la création de vastes coalitions entre ces trois groupes au sein de la grande coalition. Cependant, pour le PPE, collaborer avec un groupe moins discipliné et plus divisé comme le groupe ECR, comprenant des partis politiques ayant des affinités avec la droite radicale et peuvent être moins enclins à collaborer avec le centre-droit, et encore moins avec le groupe Renew, semble être davantage complexe et risqué.

• Conclusion : Quelles coalitions après les élections européennes de 2024 ?

Notre analyse offre une image contrastée de la coopération entre les groupes PPE et ECR au Parlement européen. Premièrement, nos données indiquent que, pendant la 9^{ème} législature, le PPE a privilégié la grande coalition, comprenant S&D et Renew, plutôt que le groupe conservateur lors des votes en séance plénière. Cette grande coalition a été cruciale pour l'adoption de textes législatifs et non-législatifs en raison de la fragmentation actuelle du Parlement européen. En effet, le déclin des groupes traditionnels et le succès des forces radicales ont pu inciter les groupes pro-européens à coopérer davantage pour limiter l'influence des groupes eurosceptiques. Deuxièmement, nos données contredisent l'idée d'un rapprochement entre PPE et ECR, montrant au contraire un éloignement progressif lors des votes en séance plénière. En parallèle, les députés conservateurs se sont rapprochés de la droite radicale au cours de cette législature. Troisièmement, en cas de rupture de la grande coalition, nos données montrent que le groupe conservateur demeure l'allié principal du PPE, au détriment du groupe Renew, qui s'est davantage orienté vers les Socialistes. Ces dynamiques ont renforcé la capacité du groupe S&D à former des majorités de gauche au cours de cette législature, réduisant ainsi l'influence du PPE. En revanche, il convient de noter que ces dynamiques varient en fonction des politiques publiques. Ainsi, les majorités de droite (PPE, Renew, ECR) prédominent en matière de politique économique, tandis que la politique environnementale est davantage dominée par le centre-gauche au Parlement européen.

Les résultats de notre étude mettent en évidence le dilemme auquel est confronté le groupe PPE depuis le début de la 9^{ème} législature. L'objectif principal du groupe est de maintenir une influence significative sur la prise de décision, ce qui le pousse à renforcer sa coopération avec les groupes S&D et Renew au sein de la grande coalition. De ce fait, le PPE demeure un acteur clé du processus décisionnel européen. Cependant, le groupe de centre-droit doit éviter d'être entraîné trop à gauche par la grande coalition, un risque non négligeable, notamment dans les domaines où les convergences entre socialistes et libéraux sont plus marquées, comme en matière de politique environnementale. Dans ce contexte, la seule option pour le PPE est de se retirer de la grande coalition et de s'opposer aux côtés des Conservateurs et de la droite radicale, renonçant ainsi à exercer une influence directe sur les décisions prises.

32 Agreement index de S. Hix pour la 9^{ème} législature. PPE : 0.90 et ECR : 0.79.

Quelle sera la situation après les élections européennes de 2024, susceptibles de bouleverser les équilibres au sein du Parlement européen ? Selon les sondages (dont les projections sont à prendre avec les précautions d'usage), le poids des groupes traditionnels (PPE et S&D) devrait continuer de diminuer. Parallèlement, un glissement politique vers la droite se dessine, caractérisé par le renforcement du groupe conservateur et la perte de sièges pour le groupe Renew et le groupe des Verts. Selon l'étude de Cunningham et Hix (2024), les grands gagnants des élections seraient les groupes ECR et ID qui, ensemble, détiendraient 25% des sièges.³³ Pour conclure, nous examinons les implications de ces élections européennes pour les trois types de coalition au Parlement européen : la grande coalition, les coalitions de droite, et les coalitions de gauche.

Premièrement, en ce qui concerne la **grande coalition**, un renversement de tendance après les élections de 2024 semble peu probable. En effet, à mesure que le poids des groupes PPE et S&D continue de se réduire, et compte tenu de la croissante fragmentation du Parlement européen, la nécessité de coopérer au sein de la grande coalition deviendra encore plus prégnante. Par conséquent, il est probable que les deux groupes traditionnels (PPE et S&D) continueront à se positionner en tant que défenseurs d'un bloc pro-européen, cherchant à limiter l'influence des forces eurosceptiques. Cette dynamique pourrait notamment se produire dans les domaines où les blocs de gauche et de droite sont divisés, comme la politique migratoire européenne et la politique étrangère. De plus, la formation de coalitions alternatives de gauche ou de droite nécessiterait un effort supplémentaire, car ces coalitions viennent rompre avec les pratiques et normes de coopération entre PPE et S&D solidement ancrées dans les esprits des parlementaires.³⁴ La grande coalition, solidement enracinée dans la mémoire institutionnelle du Parlement européen, devrait donc continuer de dominer le processus décisionnel après les élections de 2024, limitant ainsi la convergence entre les groupes PPE et ECR. Néanmoins, si la grande coalition devrait perdurer après les élections de 2024, elle pourrait être affectée par la plus grande imprévisibilité du PPE. Certains votes récents montrent que le groupe de centre-droit n'hésite pas à se retirer des négociations avec les Socialistes pour se tourner vers la droite de l'hémicycle. Bien que cette imprévisibilité puisse affaiblir davantage le leadership du PPE, elle pourrait aussi renforcer sa position de pivot dans la prochaine législature, au détriment de la grande coalition.

Deuxièmement, la consolidation de la droite nationaliste et conservatrice après les élections de 2024 pourrait venir accroître la fréquence des **coalitions de droite**, formées par les groupes PPE et ECR. Cependant, pour obtenir une majorité suffisante, ces deux groupes devront recevoir le soutien des Libéraux ou de la droite radicale. La première option (PPE-ECR-Renew) est incertaine, car le niveau de coopération entre Libéraux et les Conservateurs demeure faible sur certaines politiques, notamment en matière d'environnement, et certains partis libéraux s'opposent à une alliance avec les Conservateurs. La Déclaration de Vienne adoptée en septembre 2023 par Renew exclut en effet toute coopération avec les partis radicaux et populistes.³⁵ Les députés Renew rappellent ainsi leur attachement à la coopération avec

33 Kevin Cunningham et Simon Hix, "A sharp right turn: A forecast for the 2024 European Parliament elections", European Council on Foreign Relations, <https://ecfr.eu/publication/a-sharp-right-turn-a-forecast-for-the-2024-european-parliament-elections/>

34 Novak, S., Rozenberg, O., and Bendjaballah, S. (2021). "Enduring consensus: why the EU legislative process stays the same". *Journal of European Integration* 43(4), pp. 475-483.

35 Renew Europe, "2enew europe adopte la « Déclaration de vienne » et propose un contre-récit centriste à l'approche des élections européennes", septembre 2023, <https://www.reneweuropiegroupe.eu/fr/news/2023-09-06/renew-europe-adopts-vienna-declaration-pushes-centrist-counter-narrative-ahead-of-key-european-elections>

le PPE et le S&D au sein de la grande coalition.³⁶ La deuxième option (PPE-ECR-ID) n'est pas non plus garantie, car malgré des craintes quant à son affaiblissement, le cordon sanitaire au Parlement européen demeure en place pour exclure la droite radicale, comme en témoignent nos données de vote (le groupe ID reste le groupe avec lequel le PPE vote le moins souvent).

La formation de coalitions de droite pendant la prochaine législature dépendra de plusieurs facteurs. Tout d'abord, la congruence idéologique jouera un rôle clé : ces coalitions seront plus probables lorsque les positions entre les groupes PPE, Renew et ECR sont similaires, comme c'est le cas en matière de politique économique. Cependant, sur d'autres sujets tels que la politique migratoire ou environnementale³⁷, les divergences sont trop marquées pour qu'une coalition stable ne se forme après les élections européennes. Ensuite, la formation de coalitions de droite dépendra des stratégies adoptées par les acteurs parlementaires eux-mêmes. Par exemple, un affaiblissement du groupe libéral pourrait le pousser à se rapprocher davantage du pôle de droite composé du PPE et d'ECR, facilitant ainsi la création de majorités gagnantes à droite. La stratégie de certaines délégations nationales pourrait également être déterminante. Ainsi, la formation de coalitions de droite devra surmonter la division de certains partis concurrents au niveau national, comme Droit et Justice (PiS) et la Plateforme civique (PO) en Pologne. Le poids de la délégation allemande au sein du PPE, mais aussi les stratégies adoptées par la CDU et la CSU, seront aussi déterminantes, étant donné l'influence de ces deux partis politiques sur l'ensemble du groupe de centre-droit au Parlement européen. Enfin, la composition interne de certains groupes, notamment du groupe conservateur, pourrait impacter la coopération PPE-ECR. Un renforcement de partis conservateurs cherchant à se normaliser sur la scène politique européenne, comme le parti italien Fratelli d'Italia, faciliterait ainsi le rapprochement avec le PPE. Cependant, un renforcement de partis plus radicaux (comme Vox ou les Démocrates de Suède) susciterait davantage de méfiance au sein du PPE, en particulier du côté de la CDU, et chez Renew, compliquant ainsi la formation d'une alliance stable à droite.

Enfin, le succès de la droite nationaliste et conservatrice en 2024 risque de compliquer la formation de **coalitions de gauche** pendant la prochaine législature. Cependant, il est essentiel de garder à l'esprit que la formation des coalitions au Parlement européen se fait souvent texte par texte. Dans certains domaines, le groupe Renew pourrait continuer de s'allier avec les Socialistes, mettant ainsi en minorité l'alliance PPE-ECR. Cela pourrait particulièrement être le cas en ce qui concerne la politique environnementale, où la majorité du groupe Renew semble plus proche des positions du groupe S&D que de celles du groupe conservateur. Cette tendance pourrait cependant être mise à l'épreuve en cas de divisions trop importantes au sein du groupe libéral, comme l'illustre l'exemple récent du rapport sur l'usage des pesticides.

³⁶ Roberto Castaldi, "EU liberals seek to drag EPP away from Meloni's 'extreme right'", *Euractiv*, juin 2023, <https://www.euractiv.com/section/politics/news/eu-liberals-seek-to-drag-epp-away-from-melonis-extreme-right/>

³⁷ Roberto Castaldi, "EU liberals seek to drag EPP away from Meloni's 'extreme right'", *Euractiv*, juin 2023, <https://www.euractiv.com/section/politics/news/eu-liberals-seek-to-drag-epp-away-from-melonis-extreme-right/>

• Annexes

I COMPOSITION GROUPE POLITIQUE PPE (PARTIS NATIONAUX)

Allemagne	Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (23); Union chrétienne-sociale en Bavière (6); Parti des familles d'Allemagne (1)
Autriche	Parti populaire autrichien (7)
Belgique	Christen-Democratisch en Vlaams (2); Les Engagés (1); Christlich Soziale Partei (1)
Bulgarie	Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (5); Démocrates pour une Bulgarie forte (1); Union des forces démocratiques (1)
Chypre	Rassemblement démocrate (2)
Croatie	Union démocratique croate (4)
Danemark	Parti populaire conservateur (1)
Espagne	Parti populaire (13)
Estonie	Union de la patrie et Res Publica (1)
Finlande	Parti de la coalition nationale (3)
France	Les Républicains (7); Les Centristes (1)
Grèce	Nouvelle Démocratie (6)
Hongrie	Parti populaire démocrate-chrétien (1)
Irlande	Fine Gael (5)
Italie	Forza Italia (10); Parti populaire sud-tyrolien (1); Indépendants (1)
Lettonie	Unité (3)
Lituanie	Union de la patrie - Chrétiens-démocrates lituaniens (4);
Luxembourg	Parti populaire chrétien-social (2)
Malte	Parti nationaliste (2)
Pays-Bas	Appel chrétien-démocrate (5); Union chrétienne (1)
Pologne	Plate-forme civique (11); Parti paysan polonais (3); Indépendantes (2)
Portugal	Parti social-démocrate (6); CDS – Parti populaire (1)
Roumanie	Parti national libéral (10); Union démocrate magyare de Roumanie (2); Parti Mouvement populaire (2)
Slovaquie	Mouvement chrétien-démocrate (2); Les Gens ordinaires et personnalités indépendantes (1); Ensemble-Démocratie civique (1)
Slovénie	Parti démocratique slovène (2); Nouvelle Slovénie (1); Parti populaire slovène (1)

Suède	Modérés (4); Chrétiens-démocrates (2)
République Tchèque	Union chrétienne démocrate – Parti populaire tchécoslovaque (2); TOP 09 (2); Maires et Indépendants (1)

▲ Source : Site web officiel PPE

I COMPOSITION GROUPE POLITIQUE ECR (PARTIS NATIONAUX)

Allemagne	Bündnis Deutschland (1)
Belgique	Nieuw-Vlaamse Alliantie (3)
Bulgarie	Mouvement national bulgare (2)
Croatie	Croatian Sovereignists (1)
Espagne	Vox (4)
France	Reconquête (1)
Grèce	Solution grecque (1)
Italie	Frères d'Italie (8) ; Indépendant (1)
Lettonie	Alliance nationale (1)
Lituanie	Action électorale polonaise de Lituanie (1)
Pays-Bas	Parti politique réformé (1); JA21 (1); Plus de démocratie directe (1) ; Indépendants (2)
Pologne	Droit et justice (24); Pologne solidaire (2) ; Les Républicains (1)
Roumanie	Parti national paysan chrétien-démocrate (1)
Slovaquie	Liberté et solidarité (1)
Suède	Démocrates de Suède (2) ; Indépendant (1)
République Tchèque	Parti démocratique civique (4)

▲ Source : Site web officiel ECR

Directeur de la publication: Sylvie Matelly • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • Édition : Marjolaine Bergonnier • © Notre Europe - Institut Jacques Delors

Notre Europe - Institut Jacques Delors

Penser l'Europe • Thinking Europe • Europa Denken
18 rue de Londres 75009 Paris, France • www.delorsinstitute.eu
T +33 (0)1 44 58 97 97 • info@delorsinstitute.eu



Ce projet reçoit des financements du programme Citizens, Equality, Rights and Values Programme (CERV) de la Commission européenne sous le numéro Project 101104850 – IJD 2024.